



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

Février 2022

Zoom sur les échanges commerciaux bilatéraux avec la CEMAC en 2021

En 2021, les exportations françaises vers la CEMAC connaissent un léger recul de 1,1 % à 1 310 M EUR. Après avoir connu une forte baisse entre 2014 et 2017 (-35 %), en lien avec la crise des matières premières, elles affichent depuis 2017 une certaine stabilisation. La baisse des exportations a été limitée à -9 % sur les cinq dernières années.

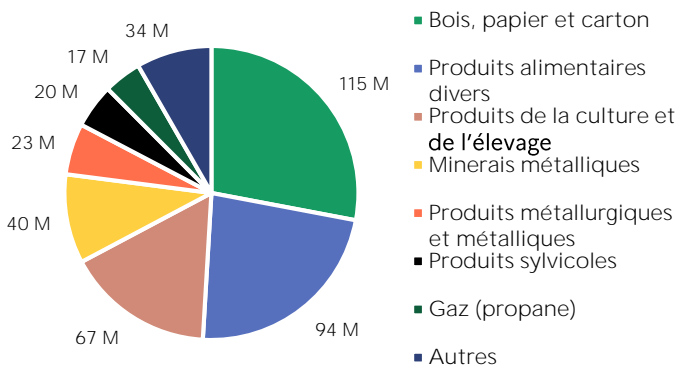
LE CHIFFRE À RETENIR

1 310 M EUR

D'exportations françaises vers la CEMAC en 2021

Dans le détail, les exportations augmentent à destination du Cameroun (+3,2 % à 535 M EUR) et, dans une moindre mesure, vers le Gabon (+0,8 % à 402 M EUR) tandis qu'elles régressent dans les autres pays. La plus forte baisse est enregistrée au Tchad (-21 % à 70 M EUR). **Sous l'angle des produits, la tendance à la baisse des exportations s'explique** principalement par les matériels de transport (-33 % à 47 M EUR) et les machines industrielles et agricoles (-8,4 % à 166 M EUR). Cette diminution est toutefois compensée par une hausse des exportations des produits des industries agro-alimentaires (+14 M EUR à 281 M EUR) et des produits en caoutchouc et en plastique (+19 % à 58 M EUR).

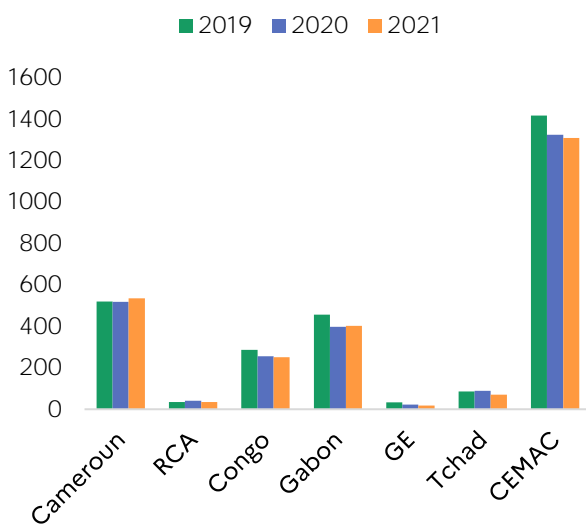
Importations françaises hors hydrocarbures depuis la CEMAC (M EUR)



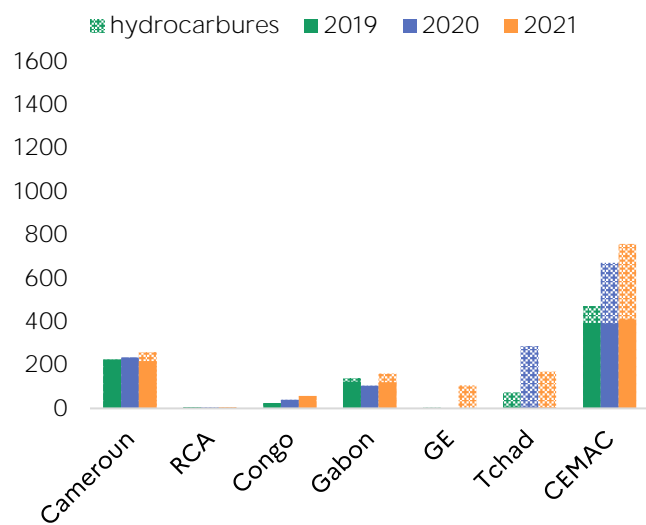
S'agissant des importations françaises depuis la CEMAC, elles connaissent une nouvelle hausse en 2021 (+13,1 %) pour s'établir à 759 M EUR. Cette progression résulte principalement de la forte augmentation des achats d'hydrocarbures (+ 71 % à 349 M), qui représentent dès lors près de la moitié (46 %) des importations totales. Ces importations restent toutefois variables suivant les années. Hors hydrocarbures, les achats de la France sont également en hausse. Ils s'élèvent à 409 M EUR, en augmentation de 4,4 % par rapport à 2021. Cette hausse s'explique par la progression des achats de bois, papier et

carton (+13,2 % à 115 M), et des minerais métalliques, dont principalement le manganèse en provenance du Gabon (+ 16 M à 40 M EUR). Cette augmentation est toutefois minorée par la baisse des achats de produits alimentaires divers (-13,4 % à 94 M EUR) et des produits métallurgiques et métalliques (-7 M à 23 M EUR).

Exportations françaises vers les pays de la CEMAC (en M EUR)



Importations françaises depuis les pays de la CEMAC (en M EUR)



Source : Douanes françaises

Régional

Amélioration des activités au premier trimestre 2022 en zone CEMAC

Selon le [dernier test prévisionnel de la conjoncture de la CEMAC](#), publié par la BEAC, les dirigeants d'entreprise de la zone anticiperaient une amélioration de l'activité économique au premier trimestre 2022. Cette évolution découlerait des retombées de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) au Cameroun et de la stabilité des activités dans les autres pays de la sous-région.

Le secteur primaire enregistrerait une bonne performance, notamment dans les branches

agricoles et minières. Le secteur secondaire, quant à lui, connaîtrait une faible activité des entreprises du BTP. Cette baisse résulterait de l'achèvement de plusieurs chantiers de la CAN, de la baisse de la demande publique et de l'absence de nouveaux projets importants dans la sous-région. Enfin, l'activité dans le secteur tertiaire se maintiendrait sous l'effet d'une bonne dynamique dans les branches des télécommunications, le transport ferroviaire et l'hôtellerie-restauration.

Indice de perception de la corruption 2021 : pas de nette amélioration en Afrique centrale

L'ONG Transparency International a publié en janvier son [rapport annuel sur l'indice de perception de corruption dans le secteur public](#)

dans 180 pays au monde. L'Afrique subsaharienne demeure la région du monde où la perception de la corruption est la plus forte, avec un score de 33/100.

En Afrique centrale, la situation n'a pas connu d'amélioration sur les dernières années. Le score moyen de la région stagne à 25/100 depuis 2017. Une comparaison à la situation en 2012 montre une dégradation étant donné que le score moyen de la région atteignait 27 en 2012.

Comparativement à 2020, on note une légère amélioration de la perception de la corruption au Cameroun et au Congo. Et dans une moindre mesure, au Gabon, en Guinée équatoriale et en RDC. L'amélioration des classements qui en découle apparaît plus forte du fait de la dégradation de la perception dans d'autres pays. Le Cameroun (144^e) et le Gabon (124^e) gagnent ainsi chacun 5 places dans le classement en 2021.

En revanche, la République centrafricaine et le Tchad connaissent une dégradation de la situation. La RCA perd 8 rangs dans le classement pour désormais être 154^e sur 180. Le Tchad, quant à lui, perd 4 places et occupe désormais le rang de 164^e/180.

Malgré l'amélioration, la Guinée équatoriale demeure le pays de la sous-région le moins bien classé selon l'IPC. C'est le 9^e pays où la perception de la corruption est la plus importante avec un score de 17/100.

Cameroun

ISSD : report de créances de plus d'1 Md FCFA par l'Arabie Saoudite

Le ministère des Finances camerounais et le Fonds saoudien de développement (FSD) ont signé le 9 février 2022, un accord pour le report des remboursements sur les créances de l'année 2021 dans le cadre de l'[Initiative de suspension](#)

[du service de la dette](#) (ISSD). Le report des créances au Cameroun pour ce partenaire concernerait un montant de 1,1 Md FCFA. Pour rappel, l'ISSD a été mise en place par les membres du Club de Paris et le G20 pour aider les pays les plus pauvres à faire face aux conséquences de la pandémie. L'ISSD a couvert la période de mai 2020 à décembre 2021.

Inauguration d'un centre dédié au développement de l'économie numérique

Le Ministre de l'enseignement supérieur, Jacques Fame Ndongo, a procédé le 8 février 2022 à l'inauguration du Cameroon Digital Innovation Center (CDIC). Ce nouveau centre rattaché au Ministère des postes et télécommunications est présenté comme un outil d'accélération de la transformation digitale du pays et de soutien à l'entrepreneuriat numérique. Les jeunes entrepreneurs pourront désormais bénéficier d'un espace de travail offert à moindre coût, d'un accompagnement technique grâce au mentorat, d'un accompagnement financier grâce à de petits fonds d'amorçage. Le CDIC met également à disposition des usagers des salles de cours connectées offrant des programmes de formation digitale en ligne, un data center, un espace de prototypage doté d'imprimantes 3D, un cloud service et d'un studio de production audiovisuelle numérique.

Signature de l'avenant n°1 au troisième C2D Cameroun-France

Le Ministre en charge de l'économie, Alamine Ousmane Mey, et l'Ambassadeur de France au Cameroun, Christophe Guilhou, ont procédé le 1er février 2022 à la signature d'un avenant au troisième contrat de désendettement et de développement (C2D). Pour mémoire, le C2D lie le Cameroun et la France depuis 2006 et vise à mettre près de 1000 Mds FCFA de financements issus d'une conversion de dette au profit de l'amélioration des conditions de vie des

populations, dans un outil à gestion conjointe entre les autorités Françaises et Camerounaises. Etendu sur la période 2017-2025, le 3ème C2D couvre ainsi des domaines tels que la réduction de la pauvreté, la santé, les infrastructures, la mobilité urbaine.

Visite du Directeur général de l'AFD : plusieurs financements accordés au Cameroun

A l'occasion de la visite de Rémy RIOUX, Directeur général de l'Agence française de développement, quatre conventions de financement d'un montant global de près de 200 Mds FCFA ont été signées le 4 février 2022 entre l'Etat du Cameroun et l'Agence française de développement.

Il s'agit tout d'abord de l'Accord cadre multi-tranches pour la période 2022-2024 au titre du Prêt de Soutien Budgétaire de 150 M EUR (98,4 Mds FCFA) assorti d'un accord de crédit de la tranche 2022 d'un montant de 70 M EUR (45,92 Mds FCFA). Ce concours financier s'inscrit dans le cadre du soutien de la France au [programme FMI en cours](#) dans le pays.

Ensuite, deux conventions signées portant sur les affectations du 3e C2D au projet « Yaoundé Cœur de ville » (43,6 Mds FCFA) et au projet « Capitales régionales » des villes de Bamenda et Maroua (59,0 Mds). Les ressources accordées dans le cadre de ces conventions d'affectation du 3e C2D, sont consenties dans le cadre de l'exécution du programme de modernisation des villes et en particulier de l'amélioration de la mobilité urbaine et de l'assainissement.

A l'occasion de cette visite, [une convention a été également signée avec l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires](#) (OHADA). Elle porte sur un montant de 4 M EUR, destiné au diagnostic des trois institutions de l'OHADA et au renforcement des capacités de ses commissions nationales. Pour mémoire,

l'OHADA a pour mission de garantir une sécurité juridique et judiciaire pour les investisseurs et les entreprises opérant dans ses 17 pays membres.

Enfin, Rémy Rioux, et le Directeur général d'Afriland First Bank, Alphonse Nafack, ont signé [une garantie pour le financement des opérations de commerce international des entreprises](#). La facilité couvre une durée de deux ans renouvelable. Elle permettrait à la banque de financer des opérations de commerce international pour un montant allant jusqu'à 15 M EUR (10 Mds FCFA).

Coopération européenne : le Cameroun bénéficiera d'un appui de 116,7 Mds FCFA au titre de la 1ère phase du programme indicatif multi-annuel (2021-2027)

Les sept prochaines années de coopération entre l'Union Européenne et le Cameroun sont encadrées par un [programme indicatif multi-annuel](#). Grâce à ce programme, l'UE entend structurer et renforcer sa stratégie de réponse aux différents défis auxquels le Cameroun fait face. La cérémonie de lancement officiel de ce programme s'est tenue le 2 février 2022. Elle a permis de présenter les objectifs du dit programme. Les domaines de financements visés sont : la gouvernance, la démocratie, la paix et la stabilisation, la croissance inclusive, l'emploi durable, le secteur privé, le développement durable et l'action pour le climat. La première phase du programme (2021-2024) bénéficie d'un financement de 116,7 Mds FCFA. L'allocation financière pour 2025-2027 interviendrait en 2024 à la suite d'une revue à mi-parcours du programme.

10 M EUR de financement de l'Union européenne en appui au secteur industriel

Alamine Ousmane Mey, Ministre de l'économie et Philippe Van Damme, Ambassadeur de l'Union européenne au Cameroun ont procédé à la signature d'une convention de financement de 10 M EUR soit 6,5 Mds FCFA en appui au secteur industriel dans le Nord Cameroun. Ce projet devrait bénéficier principalement aux filières du coton et de l'énergie. Cette convention est la dernière convention de financement signée sous le Fonds européen de développement (Fed). Le Fed sera remplacé par un [nouveau mécanisme de financement dénommé « Global Europe »](#).

Reprise du contrat de réhabilitation de la route Babadjou-Matazem

Après un arrêt des travaux en janvier 2021 à cause de la crise que connaît la région du Nord-Ouest, les travaux de réhabilitation du tronçon Babadjou-Matazem pourraient bientôt reprendre. Le marché de 13,8 Mds FCFA a été attribué à l'entreprise camerounaise Buns qui l'emporte devant le groupe Razel. Pour rappel, l'entreprise française Sogea Satom initialement en charge des travaux de ce tronçon routier a dû se retirer du projet suite à des attaques attribuées à des rebelles sécessionnistes. Ce chantier s'inscrit dans le projet plus large de réhabilitation de l'axe Babadjou-Bamenda sur le corridor Yaoundé –Enugu (frontière du Nigeria). La réhabilitation de l'axe Babadjou-Matazem-Bamenda, comportant plusieurs segments (Babadjou-Matazem, Matazem-Bamenda, la traversée urbaine et le contournement de Bamenda), d'un coût total de 113 Mds FCFA, est soutenue par la Banque mondiale.

Hausse des prix des produits alimentaires à Douala et à Yaoundé en décembre 2021

Selon des notes publiées par l'Institut National de Statistique, le niveau général des prix a connu une forte augmentation en décembre 2021 dans

les deux plus grandes villes du pays. En glissement annuel (g.a.), les prix ont augmenté de 2,9 % à [Douala](#), tandis qu'ils ont progressé de 3,1 % à [Yaoundé](#). Cette évolution est principalement le fait de la progression rapide des prix des produits alimentaires (principalement huile, poisson, pain). L'augmentation des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées a atteint 7,6 % en g.a. à Douala et 7,4 % en g.a. à Yaoundé. Toutefois, sur l'année entière, l'inflation aurait été globalement moins forte que l'année précédente. A Yaoundé, le taux d'inflation se serait établi à +1,8 % contre +2,0 % en 2020. A Douala, l'inflation s'élèverait à +1,9 %, en baisse de 0,4 point rapport à 2020.

Suppression de l'attestation de respect des obligations fiscales exigée aux sociétés forestières

Selon un communiqué signé du Directeur général des Impôts le 28 janvier 2022, l'attestation de respect des obligations fiscales, auparavant exigée pour les sociétés forestières, est supprimée. Comme le prescrit les dispositions de l'article L 94 du Code général des Impôts, l'attestation de non redevance sera désormais le seul document attestant de la régularité de la situation fiscale d'un contribuable. Cette mesure va permettre d'alléger le nombre de documents exigés des opérateurs économiques du secteur forestier qui représente 6% du produit intérieur brut du Cameroun.

Financements de la BEI et de la BAfD pour le développement des Infrastructures

Des accords de financement ont été signés fin décembre 2021 entre le Minepat, la Banque Européenne d'Investissement (BEI), et la Banque Africaine de Développement (BAfD). D'un montant d'environ 109 Mds FCFA, ces accords sont destinés au financement de deux projets structurants pour le Cameroun. Tout d'abord, le

projet de renouvellement de la ligne ferroviaire Bélabo-Ngaoundéré bénéficie d'un don de 11,2 Mds FCFA de l'Union européenne et d'un prêt de 69,5 Mds de la BEI. Ce projet vise à améliorer la qualité de l'offre de transport multimodal, en optimisant l'exploitation de cette voie ferrée pour la desserte du septentrion et des pays voisins (Tchad, RCA). Ensuite, le projet relatif à l'aménagement de la route nationale numéro 11 (la Ring Road) financé par la BAfD reçoit 28,0 Mds en complément de 117,8 Mds FCFA préalablement mobilisé par la BAfD sur le même projet. Ce nouveau financement de la BAfD vise à poursuivre et parachever les travaux de réhabilitation de 280 km de route correspondant aux sections Kumbo-Nkambè-Misajé.

Financement de la Banque Islamique de Développement pour l'approvisionnement de la SONARA

Un accord de financement signé entre le Ministre camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et le groupe de la Banque islamique de développement. Il concerne les opérations d'importation des produits pétroliers de la SONARA. D'un montant de 54,8 Mds FCFA, il vise à assurer la continuité de l'approvisionnement du marché camerounais en produits pétroliers.

Centrafrique

Changement de Premier ministre

Le premier ministre centrafricain, Henri-Marie Dondra, a récemment présenté sa démission. Son successeur est l'ancien ministre de l'Economie et du Plan, Félix Moloua. Il a été

nommé le 7 février par le Président de la République, Faustin Archange Touadéra.

Gabon

La société émiratie Amea Power à l'origine d'un projet de construction d'une centrale solaire à Oyem

Selon le ministère de la Promotion des investissements, des partenariats publics-privés, chargé de l'amélioration de l'environnement des affaires, l'entreprise Amea Power, spécialisée dans le développement des projets d'énergies thermiques et renouvelables en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, souhaite construire une centrale solaire de 50 MW à Oyem dans la province du Woleu-Ntem. Ce projet s'inscrit dans le programme « zero diesel » du Gabon qui prévoit la construction de plusieurs centrales solaires dans le pays pour diversifier les sources de production d'énergie et privilégier le recours aux énergies renouvelables. L'infrastructure énergétique sera orientée vers la demande des industries et ménages dans les régions du Woleu-Ntem et de l'Ogooué-Ivindo. La part des énergies renouvelables dans la capacité de production d'électricité au Gabon était de 45 % en 2019, exclusivement portée par l'hydroélectricité.

Forte hausse du chiffre d'affaires du secteur touristique sur les neuf premiers mois de 2021

Secteur le plus impacté par la pandémie, avec une chute de 52 % du chiffre d'affaires entre 2019 et 2020, le secteur du tourisme gabonais a confirmé l'embellie observée depuis le quatrième semestre 2020. Sur les neuf premiers mois de 2021, en glissement annuel, le chiffre d'affaires du secteur de l'hôtellerie, la restauration et le tourisme enregistre ainsi une hausse de 131 % pour se porter à 4,9 Mds FCFA

selon la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale. Une part importante de cette hausse de la demande est portée par la quarantaine obligatoire dans des hôtels imposée aux voyageurs non vaccinés arrivant de l'étranger. Malgré ses treize parcs nationaux protégés et le potentiel touristique du pays, le secteur du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration représente moins de 5 % du PIB gabonais.

Le secteur forestier enregistre une hausse de la production en 2021, confirmant la reprise du secteur

Le secteur forestier gabonais a connu une forte reprise sur les neuf premiers mois de 2021, la production ayant grimpé de 17,5 % en glissement annuel pour se situer à 1,9 million de m³, selon les chiffres de la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale. Il s'agit de la troisième hausse consécutive de la production trimestrielle, témoignant de la reprise du secteur. Celle-ci est portée par l'exploitation des nouvelles surfaces forestières et par la demande des industries locales. Ces performances s'inscrivent dans la stratégie forestière du Gabon, qui vise à porter à 10 % la contribution du secteur forestier au PIB.

Guinée équatoriale

La loi des finances 2022 prévoit de nouvelles mesures fiscales pour les établissements de tourisme

La Loi de Finances N°3/2021 du 3 décembre 2021 prévoit de nouvelles mesures fiscales pour les services dépendants du ministère du tourisme. Ainsi, elle assujettit les agences de voyages et de tourisme, les établissements de restauration, les

jeux de hasard et loisirs et les licences de guide touristique à une nouvelle taxe administrative à payer annuellement au Trésor public lors de leur enregistrement auprès du ministère de la culture, du tourisme et de la promotion de l'artisanat. Cette nouvelle taxe s'échelonne entre 5000 FCFA pour l'enregistrement d'une licence de guide touristique et 200 000 FCFA pour l'enregistrement d'une agence de voyage franchisée.

Le domaine du tourisme est le seul à être soumis à une nouvelle taxe prévue par la loi de finances 2022. Cette disposition questionne la volonté de l'Etat équato-guinéen à faire du tourisme un enjeu dans la diversification économique du pays. La parution de l'Agenda Guinea Ecuatorial 2035 désignait en effet le développement du tourisme et de l'écotourisme comme un des piliers de la diversification économique pour sortir de la dépendance au pétrole.

Tradex S.A ouvre une deuxième station d'essence à Malabo

Le jeudi 3 février 2022, Tradex S.A. G.E. a ouvert sa deuxième station essence à Malabo. La station est située à Sampaka et couvre une superficie de 2500 m², elle a une capacité de stockage de 100 000 litres de carburant, divisé en 60 000 litres de Super et 40 000 litres de Diesel. Elle abrite également une capacité de 300 bouteilles de gaz butane de 12,5 kg. Le distributeur de carburant entend être le troisième acteur du secteur après Total, qui est en situation de quasi-monopole et GEpétrol, distributeur national marginal qui peine à s'approvisionner.

Tchad

Bolloré Transport & Logistics réalise la première opération d'exportation de viande en Afrique centrale

Bolloré Transport & Logistics Tchad a effectué le mardi 25 janvier 2022 à N'Djaména le lancement de la première opération de transport par camion de 25 tonnes de viande de bœuf transformée localement et destinée pour cette première étape inaugurale au Congo Brazzaville (10 tonnes) et la République Démocratique du Congo (15 tonnes). Cette cargaison spéciale, convoyée par conteneur frigorifique via le corridor Tchad-Cameroun-RDC- Congo est la première d'une série qui vise à transporter au total 15 000 tonnes de viande depuis le Tchad vers les pays de la sous-région d'ici 2023.

Baisse des prix d'internet

Au Tchad, les opérateurs du pays (Airtel, Tigo et Moov Africa) ont revu leurs tarifs à la baisse depuis jeudi 3 février. Jusqu'à présent, le Tchad était le pays où l'accès à internet était le plus cher du continent selon une étude de 2016 de la Banque mondiale. Cette baisse était un engagement du président du Conseil Militaire de Transition lors du Forum national de la jeunesse qui s'est tenu le 29 décembre dernier.

RDC

S&P améliore la note souveraine de la RDC de CCC+ à B-

L'agence de notation Standards & Poor's a récemment relevé la note souveraine de la RDC de «CCC+» à «B-», note qu'elle détenait depuis une dégradation de la notation souveraine début 2020. L'agence explique cette amélioration par deux principaux facteurs. En premier lieu, elle souligne l'atténuation des déséquilibres extérieurs du pays. Les réserves de change du pays ont été multipliées par plus de 4 en un an, passant de 800 M USD fin 2020 à 3,5 Mds USD fin 2021, ce qui est le résultat de la hausse des prix des matières premières exportées par la

RDC, mais également de la mise à disposition de DTS, dans le cadre de la nouvelle allocation générale du FMI, comme dans le cadre du nouveau programme. L'agence note également de bonnes perspectives économiques pour le pays, en lien avec l'augmentation de la production minière encouragée par le maintien des prix des matières premières à des niveaux élevés. De plus, le programme triennal en cours avec le FMI engage le pays dans un ensemble de réformes structurelles ambitieuses.

Au regard de l'amélioration des perspectives économiques, l'agence de notation table sur un taux de croissance moyen de 6,5 % sur les quatre prochaines années (contre 4 % sur la période 2017-2021). En revanche, l'agence relève d'importantes vulnérabilités liées à la faible mobilisation des recettes fiscales et à la forte dépendance au secteur minier. La persistance des problèmes sécuritaires dans l'Est du pays, et les risques d'instabilité politique liés notamment à l'organisation de l'élection présidentielle 2023, sont également des sources d'incertitudes pour l'économie congolaise.

Lancement des travaux de construction du port en eau profonde de Banana

Le Président congolais, Félix Tshisekedi, a procédé le 31 janvier à la pose de la première pierre pour la construction du port de Banana, dans l'ouest du pays. Ce port en eau profonde permet à la RDC de mettre à profit son ouverture sur l'Océan Atlantique pour le développement de sa chaîne logistique. La mise en concession a été attribuée à la société émiratie DP World. La réalisation du complexe portuaire nécessiterait un investissement de 1,2 Md USD. La première des quatre phases des travaux est évaluée à 350 M USD. Elle concerne la construction d'un quai et l'aménagement d'espace de stockage pour une capacité annuelle de plus de 300 000 conteneurs. La fin des travaux est prévue pour 2025.

Sao Tomé-et-Principe

Budget 2022 : une grande part de l'investissement public liée à l'aide étrangère

Voté en décembre dernier au Parlement, le budget 2022 de l'État de Sao Tomé-et-Principe est estimé à 158 M EUR et constitué à 51 % de ressources extérieures. A l'occasion de ce vote, le Premier ministre, Jorge Bom Jesus, a notamment

déclaré que 98 % des dépenses destinées à l'investissement public seraient assurées par l'aide étrangère en 2022. Le secteur des infrastructures absorbera la plus grande part du budget, avec un accent mis sur les domaines de l'énergie, de l'eau et des routes. Cette dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure est ancienne et rend le pays très vulnérable aux événements et chocs exogènes. Pour rappel, les prévisions macroéconomiques du ministère des finances faisaient état d'une croissance revue à la baisse, à 1,8 % pour l'année 2021, causée par la baisse des subventions et, par conséquent, l'affaiblissement de l'investissement public, ainsi que par la crise énergétique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international